

UDC : moins de cadeaux financiers à l'étranger, plus de moyens pour aider la population suisse

écrit par Docteur Dominique Schwander | 18 avril 2021



Vu l'importance de la dette, n'est-ce pas encore plus impératif en France?

Communiqué de presse

UDC Suisse, 16 avril 2021

Moins de cadeaux financiers à l'étranger – plus de moyens pour aider la population suisse

De plus en plus d'argent public – donc de l'argent durement gagné par les Suissesses et les Suisses – est dépensé à l'étranger alors que la crise économique impacte durement la population suisse. L'argent des contribuables doit d'abord être engagé ici, en Suisse, pour venir en aide à celles et ceux qui souffrent de la crise. L'UDC appelle donc à une réorientation de la coopération internationale.

La Suisse donne des milliards à l'étranger. Pendant la crise Covid-19, la majorité de centre-gauche au Parlement a même augmenté les dépenses de l'aide au développement. À partir de 2021, un montant annuel record de 2'800 millions de francs suisses sera injecté dans ladite Coopération internationale (CI) alors que les problèmes dans notre pays sont importants. Le fait est que ce montant augmente continuellement à cause d'un mécanisme astucieux que l'on pourrait nommer "taxe ONU". Cette taxe lie le montant des dépenses dédié à l'aide au développement au total des revenus de la population suisse. Comme ce revenu total augmente avec les performances économiques, les contribuables suisses dépensent de plus en plus d'argent pour l'aide au développement à l'étranger.

Les mesures prises par la Confédération pour lutter contre la pandémie de coronavirus ont coûté jusqu'à présent au moins 38 milliards de francs aux contribuables suisses. Des branches économiques entières ont dû fermer leurs portes, et des milliers de salariés et d'indépendants se retrouvent ruinés. À la fin du mois de mars, 157'968 personnes étaient inscrites au chômage. Par rapport au même mois de l'année dernière, cela représente une augmentation de 22'344 personnes ou un total de +16,5%. En janvier, 399'667 personnes et 47'460 entreprises ont été touchées par le chômage partiel. La comparaison avec le même mois de l'année dernière montre clairement l'ampleur de la situation : En janvier 2020, seules 3'717 personnes dans 178 entreprises étaient en chômage partiel. Cela correspond à une augmentation supérieure à un facteur 100.

Malgré les milliards versés à l'étranger, le flux d'immigrés économiques ne s'arrête pas

Dans le même temps, la pression augmente sur notre système de protection sociale car, malgré les milliards versés à l'étranger pour l'aide au développement, des dizaines de milliers de personnes immigreront en Europe et en Suisse pour bénéficier de notre générosité sociale. [Le pacte de l'ONU](#) sur les migrations renforce encore plus cette situation, car il introduit de fait une libre circulation quasi mondiale des personnes pour les immigrés économiques. C'est pourquoi l'UDC combat ce pacte migratoire, qui est dangereux pour notre pays, et demande une réorientation de la coopération internationale. [Lisez notre position et nos revendications ici.](#)

L'UDC a remporté ses premiers succès dans la lutte contre ce pacte migratoire : grâce à notre mise sous pression, la commission du Conseil des Etats a décidé hier de suspendre le pacte. "Mais cela ne signifie pas que le danger est écarté", rappelle Yves Nidegger, conseiller national genevois, dans l'émission « UDC proche de vous ». "La majorité de centre-gauche du Conseil fédéral et du Parlement aimerait signer le pacte immédiatement. C'est pourquoi nous devons continuer à nous

